



**European Committee  
of the Regions**



**5ème réunion de la  
commission du développement territorial durable  
de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM)**

18 octobre 2018, 9.30-13.00 VMA 1

*VERSION DU 15 OCTOBRE 2019*

**NOTE D'INFORMATION POUR LE DÉBAT SUR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES DANS LA  
MÉDITERRANÉE — QUELLE PLACE POUR LES FEMMES DANS LA VIE POLITIQUE LOCALE?**

L'objectif de ce débat est d'analyser les défis auxquels les femmes doivent faire face pour s'engager dans une carrière politique active dans cette partie du monde et de les comparer à la situation au sein de l'UE, et se rendre compte que les défis ne diffèrent pas tant d'un côté à l'autre de la Méditerranée. Il s'agit d'un suivi concret de l'une des recommandations du rapport de l'ARLEM sur l'émancipation des femmes, adopté en 2018 à Gizeh (Égypte).

Dans plusieurs pays de l'UE, il fait 100 ans en 2019 que les femmes ont été autorisées à voter (Luxembourg et Pays-Bas), que les premières femmes ont été élues en tant que députés (Luxembourg et Autriche), ou qui détiennent une position ministérielle (Irlande). Néanmoins, les femmes sont toujours sous-représentées dans le monde politique européen, soit à niveau national, régional ou local, bien que leur nombre ait connu une augmentation au cours des cinq dernières années, grâce, en partie, à des mesures prises au niveau de l'UE en matière d'équilibre entre les hommes et les femmes. Il n'y a pas de parlement dans l'UE qui réserve des sièges aux femmes, mais des quotas légaux, des quotas de partis et des quotas « non contraignants », tels que des recommandations et des objectifs, sont de plus en plus utilisés. Il en va de même pour les pays des autres rives de la Méditerranée. Dans le monde uniquement 1 sur 4 sièges parlementaires sont occupés par des femmes.

Les collectivités locales et régionales ont un rôle crucial à jouer dans le domaine de l'égalité des sexes, où elles peuvent devenir des acteurs de premier plan, notamment grâce au contrôle qu'elles exercent sur les dépenses et les services publics. Cependant, partout dans l'Union européenne, les femmes restent largement sous-représentées dans les organes décisionnels locaux. Selon l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, à ce jour, seuls 13 % des maires élus, 29 % des membres des parlements et des assemblées régionales et environ 36 % des membres des gouvernements régionaux sont des femmes. Ces données varient considérablement, tant entre les États membres qu'au sein de ceux-ci. Étant donné que moins de 21 % des membres du CdR sont des femmes, le nombre de membres du CdR reste nettement moins équilibré que celui du Parlement européen (37 % des femmes) et des parlements régionaux (29 %).

Dans le cas de la Méditerranée, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. S'il est vrai que les stéréotypes, les rôles et les attentes en matière de genre ne font pas obstacle à la participation des femmes à la vie politique et publique dans certains pays, la législation et l'absence de politiques tenant compte de la dimension de genre sont considérées comme l'un des principaux défis de l'intégration de la dimension hommes-femmes et de la participation politique des femmes. Malgré cela, la participation des femmes à la vie publique est un domaine dans lequel des changements positifs importants ont eu lieu. Toutefois, même dans les pays où la représentation des femmes est plus élevée au Parlement, cette participation reste à 30 % ou moins dans la plupart des pays de l'Union pour la Méditerranée (UpM). La représentation des femmes aux postes de direction dans les structures gouvernementales, les organes consultatifs, les autorités locales et le pouvoir judiciaire reste limitée. Des quotas ont été adoptés par de nombreux pays, mais ils restent une question contestée avec une préférence occasionnelle pour des objectifs volontaires. Une attention particulière doit être donnée à la Tunisie où des vrais progrès ont eu lieu ces dernières années. L'UpM a fait de cette question l'une des priorités de ses travaux et a tenu une réunion ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société en novembre 2017 au Caire (Égypte), où elle a identifié, entre autres priorités, la nécessité de renforcer l'accès des femmes aux postes de direction dans les secteurs public et privé.

Comme cela a déjà été suggéré dans de nombreuses études et rapports internationaux, les défis auxquels les femmes sont confrontées en matière d'accès à la vie politique peuvent être résumés dans le "5 C" (en anglais):

- 1) garde d'enfants: les femmes sont plus susceptibles d'exercer cette responsabilité;
- 2) argent: les femmes ont moins accès aux ressources monétaires que les hommes;
- 3) confiance: les femmes sont moins susceptibles de se soumettre à la procédure de sélection pour devenir active dans la politique;
- 4) culture: une culture fondée sur le genre masculin est répandue même au sein des partis de gauche; et

5) procédures de sélection des candidats: les processus par lesquels les partis politiques sélectionnent les candidats ont été identifiés comme constituant un obstacle important à la participation des femmes à la vie politique.

Pour relever ces défis, certaines initiatives potentielles susceptibles d'encourager davantage de femmes à envisager une carrière politique pourraient être les suivantes: Campagnes de sensibilisation; soutien aux femmes par le tutorat, la formation et la mise en réseau; mesures volontaires d'action positive (quotas de partis politiques); mesures de résultats obligatoires (quotas de sièges réservés); mesures obligatoires en matière d'égalité des chances (quotas électoraux pour les hommes et les femmes).

Le panel comparera les expériences de femmes de premier plan au niveau local/régional de différents pays de part et d'autre de la Méditerranée: La Tunisie, l'Allemagne, le Maroc et l'Italie.

Ces pays présentent un intérêt particulier: La Tunisie traverse un cycle complet d'élections au cours d'une année (locale, présidentielle, législative et régionale)! La maire Mme Radhia BEN HAJ SALAH, maire de Zaout Kontech, illustre clairement les difficultés rencontrées par les femmes pour mener une carrière politique dans de petites villes et lutter contre les préjugés. Christiane OVERMANS est conseillère municipale de Bonn et vice-présidente du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et de sa section allemande. Alors que l'Allemagne a un chef de gouvernement femme et que la présidente désignée de la prochaine Commission européenne en provenance de ce pays est également une femme, il n'y a en fait pas beaucoup de femmes politiques majeures au niveau municipal ou régional. Mina Bouhdoud, Maire de Lagfifat et Vice-Présidente de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC), est également une grande défenseuse des droits de femme et femme politique au Maroc et nous expliquera quels sont les principaux défis auxquels les femmes marocaines doivent faire face pour avoir une carrière en politique. Enfin, Manuela BORA, un jeune femme politique italienne -ministre régional de Marche, pour l'industrie, le commerce, l'internationalisation, l'économie verte, le développement et l'égalité des chances depuis juin 2015- a fait de l'égalité entre les hommes et les femmes une priorité absolue de son mandat.

Pour modérer ce panel, nous comptons sur Simone SUSKIND, fondatrice d'Actions en Méditerranée, une association visant à promouvoir et à développer la coopération entre les femmes de la Méditerranée méridionale et les femmes européennes et à soutenir le dialogue et le règlement des conflits entre les femmes.

Voici quelques questions à examiner:

- Comment décririez-vous la situation des femmes en tant que responsables politiques locaux et régionaux dans votre pays?
- Quels sont les défis auxquels les femmes sont confrontées de manière spécifique? pensez-vous que la situation s'améliore ou se détériore?

- Quels progrès ont été réalisés (le cas échéant) et quelles devraient être les prochaines étapes?
- Qu'est-ce qui vous a aidé personnellement dans votre carrière en tant que femme politique locale et comment faire en sorte qu'il y en ait davantage?
- Votre message aux femmes potentiellement intéressées par une carrière politique; et aux hommes politiques locaux et régionaux qui peuvent aider dans le processus?
- Comment l'ARLEM pourrait-elle y contribuer?